VOULOIR

SUPPLEMENT A LA REVUE ORIENTATIONS Numéro 14 Mars 1985

SECTES et POLITIQUE

Un fossé se creuse entre la population, bonne fille, et les partis, rassemblements de véreux. Constatation banale. Le temps où l'on se laissait embrigader par des slogans politiques ou syndicaux est passé. On peut le regretter. Et nous le regrettons amèrement mais il est vrai que ça ne prend plus. Et si le vieux truc des partis ne convient plus pour manipuler les masses, qu'utilisera le Système pour maintenir son emprise sur les peuples?

Ne vous inquiétez pas pour lui: il a déjà trouvé. Nous entrons progressivement dans l'ère des sectes, version américaine. Deux journaux ont récemment attiré notre attention sur ce phénomène très inquiétant. ***Le Monde Diplomatique****, dans son numéro de Février 1985 et* ***L'Evénement du Jeudi*** *(n°18/7-13 mars 1985) nous parlent de ces sectes et plus particulièrement de l'****Internationale Moon****.*

La "secte Moon", officiellement, s'appelle "l'Eglise de l'Unification" et son chef-fondateur, Sun Yung ***MOON*** *est, paraît-il (ne riez pas SVP) la nouvelle incarnation de Dieu le Père. Comme on vous le dit. Doctrine (?) et rites cultuels de la secte relèvent de la même débilité. Ce ne serait rien d'autre qu'une mare où les psychiâtres pêcheraient des spécimens très rares et très intéressants de clients si, dans la foulée de la croisade anti-communiste de* ***REAGAN****, cette secte n'avait pas enregistré des succès politiques réels, en Europe et ailleurs, et si des "intellectuels" en vue n'avaient pas apporté leur caution aux errements de* ***MOON*** *et de son habile second, l'ex-colonel sud-coréen* ***BO HI PAK****.*

En Amérique latine, la secte Moon a presque "acheté" un pays, l'Uruguay, et met progressivement la main sur le Honduras. La secte contrôle un Empire de presse avec des filiales au Chili, en Argentine, au Brésil,... et veut gagner une "bataille des idées" dans ces pays parce que "l'Eglise de l'Unification" triomphera du "communisme international". Entendons-nous, le "communisme international", pour ***BO HI PAK*** *et ses "missionnaires", ce ne sont pas spécialement la doctrine marxiste ou les alliés de l'URSS mais, en Amérique latine, toute espèce de mouvement indépendantiste, national, social, justicialiste, etc. qui souhaite* ***diversifier*** *les rapports internationaux des Etats sud-américains, les détacher de l'étouffante main-mise américaine, en appellant, par exemple, une aide européenne, d'ordre technologique, industriel ou militaire. Derrière Moon triomphe la CIA et l'Europe perd du terrain, des marchés, des alliés, des débouchés.*

Moon soutient la "droite" américaine. Hier ***NIXON****, même après le Watergate et, depuis 1980, à coups de milliards,* ***REAGAN****. Evidemment.* ***CARTER****, lui, briguait les suffrages de Jim* ***JONES****. C'est par le truchement de la "reaganite aigüe" des politicards et des journalistes prostitués, reaganite qui a suivi les deux élections de l'actuel président américain, que s'est amorcée, habilement, la conquête de l'Europe. C'est ici qu'une vigilance toute particulière s'impose. La France est devenue le terrain de chasse privilégié des missionnaires moonistes, avec pour objectif premier d'obtenir la "caution" de célébrités issues des mondes politique et intellectuel. Ainsi, à Séoul en 1982, Jean-François* ***REVEL*** *prit la parole aux côtés de* ***MOON*** *et de* ***BO HI PAK****. Après*

NOUVEAU DISCOURS A LA NATION EUROPEENNE

Il est tout simplement exaltant, ce dernier ouvrage de Guillaume ***FAYE****. Exaltant d'intelligence et de nouveauté. Guillaume* ***FAYE****, journaliste, écrivain et sociologue de la sexualité à l'université de Besançon, est un des intellectuels les plus dynamiques de la "Nouvelle Droite".*

Dans sa préface, Michel **JOBERT**, ancien ministre français de **POMPIDOU** **et** de **MITTERAND** (le seul qui ait réussi ce tour de force, est-il besoin de le préciser), nous dit que Guillaume **FAYE** n'est pas un "distributeur d'eau tiède". Certes, son **Nouveau discours à la nation européenne** fait plutôt l'effet d'une douche froide. Douche froide à l'intention de tous ces néo-libéraux, promoteurs immobilistes de l'esprit caduc-bourgeois en Occident.

L'Occident, telle est justement la notion cardinale qui gère l'asservissement actuel de l'Europe et son cortège de bassesses. Au nom de l'Occident, éponyme d'un monde soi-disant libre, les puissances du monde marchand ont exigé le silence politique de l'Europe. De telle sorte que, "de toutes les grandes et déchirantes révisions d'idées que les Européens doivent, sous peine de mort, entreprendre aujourd'hui, la plus importante est sans aucun doute la redéfinition du concept central d'**Occident**".

L'Occident, en effet, est "devenu une **civilisation mondiale**", il "n'exprime plus l'Europe, mais s'y oppose, en compromettant l'existence et la renaissance des cultures et des souverainetés des nations européennes comme de celles du Tiers-Monde". Qu'est donc cet Occident ravageur de souverainetés, et quelles sont les **alternatives historiques** qui, aujourd'hui, s'imposent à l'Europe pour sortir de sa léthargie masochiste, telles sont les deux questions centrales de l'ouvrage de **FAYE**.

L'Occident, selon la formule du Vénézuélien Carlos **RANGEL**, c'est "un **club concentrique**, dont les nations anglo-saxonnes et protestantes sont les membres fondateurs" (Cf. **Orientations** n°5). D'abord mis sur pied par le Royaume-Uni, ce club a aujourd'hui son centre quelque part dans ce **non-lieu** que sont les Etats-Unis. Le dollar, le néo-libéralisme à la Reagan, Michael Jackson (ou Prince, son antonyme), les droits de l'Homme, le bonheur, atlantisme (attentisme?) et Pershings: autant de thèmes multi-médiatiques qui **mobilisent** l'Occident. Le **verbe** occidental se déploie dans l'espace facile de la morale, du bon sentiment. Tout ce qui va contre la morale est immoral. L'Occident, c'est la morale. Donc tout ce qui va contre l'Occident est immoral. CQFD. Syllogisme de l'amertume, pour reprendre l'expression de **CIORAN**.

Or, ce qui va contre l'Occident, c'est la revendication nationale, c'est l'émergence ici et là (en Europe, dans le Tiers-Monde) d'obstacles à la logique-marchandise de la morale-Occident. "Il y a dans le monde, écrit **FAYE**, des pouvoirs et des groupes d'hommes précis qui ont **intérêt**

L'opposition au duopole issu de Yalta n'est plus le fait de groupuscules isolés, marginaux et classés à "droite" voire à l'"extrême-droite". L'autocollant ci-dessous était vendu par des immigrés turcs lors de la grande manifestation pacifiste du 17 mars à Bruxelles. Une manifestation qui a montré les grandes potentialités mobilisatrices de ce mouvement de masse mais aussi ses faiblesses, son absence de conscience historique et son incapacité à s'historiciser.



 2

avoir lu jadis ses pamphlets aussi corrosifs qu'intelligents, ***Ni Marx ni Jésus*** *et* ***La Cabale des dévôts****, j'ai ressenti beaucoup d'amertume en apprenant cette démission, ce changement de cap. Bref, je suis tombé de haut en apprenant que* ***REVEL*** *était tombé si bas. Voilà où mène l'anti-communisme primaire, cet anti-communisme qui ne se borne pas à démontrer les insuffisances réelles de la doctrine et de la praxis marxiste-léninistes mais qui est prêt à forger une nouvelle internationale, tout aussi nocive, tout aussi négatrice des valeurs de l'enracinement et de l'histoire, tout aussi dangereuse pour le destin des peuples. Une question m'est automatiquement venue à l'esprit: celle qui forme le titre d'un des derniers livres de* ***REVEL: Comment les démocraties finissent?*** *J'ai répondu: "Quand les intellectuels virent aux sectes, moyennant espèces sonnantes et trébuchantes". Conclusion: Adieu* ***REVEL****! Triste nouvelle trahison d'un clerc.*

Parmi les autres Français, mouillés dans le moonisme, citons Jacques ***SOUSTELLE****, ex-OAS (est-ce un Moon que voulaient les combattants des barricades d'Alger?), qui coprésida un colloque organisé par la secte à Cartagena; Georges* ***SUFFERT*** *dont nous avions aimé* ***Les intellectuels en chaise longue*** *et* ***La peste blanche*** *(livre écrit avec Pierre* ***CHAUNU****); Alain* ***GRIOTTERAY*** *du* ***Figaro-Magazine*** *(dont le chef* ***HERSANT*** *collabore étroitement avec la presse mooniste des Etats-Unis/Cf.* ***Vouloir*** *n°9. Est-ce cela qui explique la conversion de l'ex-païen marc-aurélien Louis* ***PAUWELS*** *au "christianisme"); l'inévitable thuriféraire de l'atlantisme, Claude* ***DELMAS****; le copain de* ***LE PEN****, Jean* ***MARCILLY*** *qui a sorti récemment une hagiographie de son chef; enfin, l'impayable zozo Jean-Paul* ***PICAPER****, qui gribouilla un ouvrage à l'emporte-pièce tentant de démontrer que les Verts, en Allemagne, préparaient un "quatrième Reich".*

Tous les sous-intellectuels de la droite française classique, les dévoyés du journalisme vendu trempent dans ce complot contre l'Europe, sa culture et sa puissance politique. Les "collabos" nouveaux sont là: ils sont prêts à nous servir toutes chaudes les sornettes de la "divinité" de Moon. Jacques ***TOUBON****, bras droit de* ***CHIRAC****, accueille* ***BO HI PAK*** *à Paris et le Général* ***GALLOIS*** *disserte à Londres sur les euromissiles dans une officine des ahuris moonistes.*

Chez ***LE PEN****, on est pas mieux loti qu'au RPR en voie de moonisation. Au FN, à côté des gardiens sourcilleux de la foi inégriste catholique (au fond l'Eglise de Rome n'est-elle pas une secte qui a réussi, jadis?), on trouve un certain Gustave* ***PORDEA*** *qui aurait milité à l'Eglise de l'Unification. Pauvre France profonde, sollicitée par le FN! Pauvres intégristes qui ferment les yeux devant l'hérésie venue de Corée et fulminent contre Vatican II. Belle logique, n'est-il pas? Le Christ est* ***un****, nous affirme la théologie chrétienne, son passage sur la Terre est marqué du sceau de l'unicité et le voilà qui revient sous les traits d'un Asiate joufflu et souriant.*
On constate à quels travers mènent les discours libéraux contre toute forme de conscience politique collective. Car si le communisme, idéologie vieillissante, est visé en ce moment, ne nous faisons ***pas*** *d'illusions, c'est en fait tout ce qui s'oppose à l'Amérique qui est dans le colimateur des laveurs de cerveaux de la secte. Un régime d'inspiration nationale ou populiste subirait les mêmes assauts. Est-ce à cela, à cet ahurissement programmé, que doivent conduire les principes de liberté de conscience et de liberté des cultes?*

Dans notre pays où ***HERSANT****, le complice le plus dangereux de* ***MOON*** *en Europe, cherche à faire main basse sur toute la presse francophone, la vigilance s'impose. Les journalistes devront se battre avec la dernière énergie pour conserver leur honneur et leur dignité. Le mauvais exemple des écrivains français susmentionnés est à ne pas suivre. Ces hommes ont perdu leur honneur et aussi, à nos yeux, leur qualité d'intellectuel. Nous demandons la vigilance des instances fiscales contre les tripotages des sectes, quelles qu'elles soient. Nous demandons des enquêtes serrées: alors, ami* ***HAQUIN****, à quand un livre sur Moon, après l'enquête sur le WNP?*

Vincent ***GOETHALS****.*

Outre les deux articles parus dans ***Le Monde Diplomatique*** *et dans* ***L'Evénement du Jeudi****, nous conseillons à nos lecteurs de lire les ouvrages suivants:*

Friedrich-Wilhelm ***HAACK****,* ***Jugendreligionen. Ursachen, Trends, Reaktionen****, Wilhelm Heyne Verlag, München, 1981, 528 p., 9,80 DM.*
L'auteur appartient à l'Eglise luthérienne et exprime les convictions de sa confession. L'intérêt de son ouvrage réside dans l'abondance des documents analysés.
Dr.med. Gunther ***DUDA****,* ***Im Bann religiösen Wahns. Die Jugendsekten. Ursprung, Wesen, Folgen, Abwehr****, Verlag Hohe Warte, Pähl/Obb., s.d., 125 p., 12 DM.*
Dans le sillage de l'analyse critique du phénomène religieux de Mathilde Ludendorff, élève du psychiatre Kraepelin. Perspective "völkisch". Le livre n'aborde pas le phénomène "Moon".
Michèle ***MAT-HASQUIN****,* ***Les sectes contemporaines****, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 1982, 112 p., 130 FB.*

à ce que les mots **peuples** ou **nations** ne signifient plus rien. Parce qu'ils en ont peur".

Cependant, à juste titre, **FAYE** nous met en garde contre une vision trop simpliste du conflit Europe-Occident. L'ennemi n'est pas purement extérieur. Il n'est pas seulement à nos portes, il est dans la maison. Chez nous, on trouvera les plus beaux, les plus prudes apôtres et zélateurs de l'Occident. Ainsi d'un BHL, dont le nom sonne comme B-H-V, qui ose affirmer: "Il n'y a nulle part rien qui ressemble à une identité culturelle européenne... Pourquoi est-ce si important que la culture européenne n'ait pas d'identité (sic!)? Eh bien parce que c'est le meilleur moyen d'arracher l'Europe à tous les espaces douteux où elle a pu mariner pendant cinquante ans". Mais ce que ne voit pas notre BHV (qui fait fort en ce moment dans le plagiat, sans doute pour ne pas **mariner**), c'est que l'Europe, ça fait au moins trois millénaires qu'elle **marine** dans **son** jus, dans sa culture!

Il serait facile de citer bien d'autres servants de l'Occident marchand. Simone **VEIL**, par exemple, qui "suit une stratégie d'investissement et d'assujettissement des institutions européennes". Ainsi et surtout de nos bougres de néo-libéraux, parade scientiste de l'idéologie atlantiste (atlan-triste?).

Il me reste à expliciter un des points forts de l'argumentation de **FAYE:** les fonctions politiques du discours sur l'affrontement Est-Ouest.

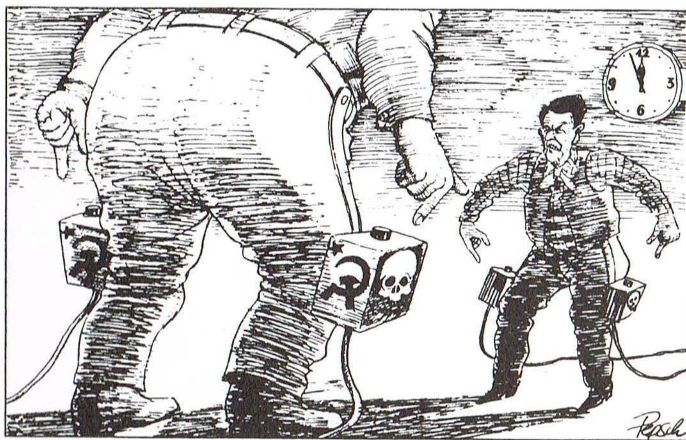
Il faut le dire, le chapitre sur le condominium américano-soviétique est un chef-d'oeuvre de réflexion politique, de la grande politique que **NIETZSCHE** appelait de ses voeux. La définition du condominium, c'est "de fonder une entente sur un antagonisme apparent". Qui, aujourd'hui, ira voir plus loin que le conflit Est-Ouest, qui se donne comme l'architechtonique de toute politique étrangère dans le monde **post-yaltaïque**? Le conflit entre les deux "super-gros", voilà bel et bien l'alpha et l'omega des conflits du monde contemporain. Or, nous dit **FAYE**, "depuis Yalta, l'Union Soviétique et les Etats-Unis sont des **puissances associées** qui collaborent **naturellement**, pour empêcher leur concurrent commun (l'Europe) de s'unir et de se relever". L'Europe, et le Tiers-Monde, dans ce jeu à deux, n'ont qu'à subir les atermoiements des super-gros (guerre froide, détente ou paix chaude...), en attendant, purs spectateurs, que d'autres décident de leurs destins. Incroyable mais vrai !

Le cas de l'Allemagne est, dans cette logique, exemplaire. Dépecée, démembrée, cette puissance du centre de l'Europe, colosse (économique) aux pieds d'argile, n'a qu'à attendre les **diktats** de ses colonisateurs. Et, lorsqu'en 1983, le chef d'Etat-Major de l'armée ouest-allemande "vient à manifester des velléités d'indépendance et à contester le militarisme américain et l'agressivité officielle envers la RDA, on le compromet dans une affaire de moeurs pour le faire démissionner". Malheureusement pour les occupants, continue **FAYE**, "en RDA et en RFA, la jeunesse se jette dans la seule voie qui reste ouverte: le **pacifisme** et le **neutralisme**".

Le but de ce jeu cynique, mené par l'URSS et les USA (deux puissances qui marchent aux sigles), c'est de faire peur à l'Europe: si elle ne se tient pas tranquille, la guerre nucléaire aura lieu sur son territoire. Motus et bouche cousue deviennent les deux mamelles de la prudence pour l'Europe. Mais le silence politique de l'Europe infinie m'effraie.

Comment l'Europe peut-elle retrouver sa parole politique, c'est-à-dire sa puissance? A tout le moins, en retrouvant "une certaine idée de l'Europe". "La philosophie européenne que je défends, nous explique **FAYE**, est celle de l'auto-affirmation d'un peuple, de sa recherche de la puissance et du rayonnement, de sa spécificité et de son homogénéité culturelles, de la reconquête de ses racines". Il faut que l'Europe **reprenne conscience** qu'elle est virtuellement la plus grande puissance du monde: le plus grand PNB, le plus grand nombre de chercheurs, une population supérieure à celle des Etats-Unis et de l'URSS... Il faut et il suffit que l'Europe redevienne une **puissance impériale**. Mais cela passe par une véritable **révolution culturelle:** cessons donc d'importer à vil prix les sous-produits de la sous-culture occidentale.

A ce titre, un des phénomènes les plus prometteurs, qui taraude nos sociétés, c'est l'indifférence croissante des masses





L'Europe est objet de l'histoire, d'une histoire dominée par les "super-gros" dont les systèmes socio-économiques et culturels ne satisfont pas les peuples. A droite, une manifestation violente contre l'OTAN en RFA.

au spectacle "obscène" de la politique. Tandis que les idoles politiques s'agitent sur les réseaux proliférants des médias, les individus réinvestissent leurs énergies dans le quotidien, ainsi que l'a bien vu Michel **MAFFESOLI** (Cf. **L'ombre de Dionysos, contribution à une sociologie de l'orgie**, Méridiens/Anthropos, Paris, 1982).

Essentielle de ce point de vue, est la compréhension de ce qu'on appelle les **"nouvelles tendances"** des jeunes. Investies dans la manipulation des nouveaux médias, dans l'esthétisme ou le stylisme, ces jeunesses agissent de plus en plus en **marge** de l'univers **politico-stérile**. Or, paradoxalement, "en oubliant ou en ignorant sa culture, la jeunesse désapprend **aussi** l'idéologie et le dressage de la civilisation occidentale".

Mais, là encore, **FAYE** ne se paie pas d'illusion. cet oubli ne fait qu'accroître l'incertitude qui plane sur le destin politique de cette jeunesse. Elle peut **aussi bien** sombrer dans l'idolâtrie consumériste que devenir "la première génération **barbare** des temps modernes", cette génération que le peintre Olivier **CARRE** appelle **néo-européenne.** Il y a simplement une chance à saisir, un terrain favorable d'action, puisque la jeunesse se fait de plus en plus **perméable** aux idéologèmes alternatifs, à ces nouveaux discours nationalistes européens.

Ce discours de **FAYE** n'est donc ni idéaliste ni réaliste ("seuls les vaincus sont réalistes"). Il est bien plutôt une invitation (pressante) à l'**action.** "L'Europe a encore le temps -mais un temps désormais compté- de réagir et de se donner, si elle le veut, les moyens d'une Renaissance". Bref, c'est seulement **au nom de l'Europe**, de sa puissance, que nous pourrons résister aux assauts conjoints de la puissance thalassocratique américaine, et de la puissance continentale soviétique.

Jan OLLIVIER.

Guillaume **FAYE, Nouveau discours à la nation européenne**, Albatros, Paris, 1985, 164 p., 65 FF.
Cet ouvrage est disponible auprès de notre SERVICE LIBRAIRIE au prix de 450 FB + 20 FB (port).

LE POLITIQUE COMME POLARISATION CONFLICTUELLE

Un des critères fondamentaux de l'activité politique, mais qui n'épuise pas, évidemment, sa complexité, nous semble relever d'une polarisation autour d'une réaction d'hostilité. C'est ce que Carl **SCHMITT** nomme la polarité **ami-ennemi**, en omettant malheureusement dans ses analyses de montrer que la désignation de l'ennemi, pour indispensable qu'elle soit, présuppose une définition et une mise en forme de l'"ami", c'est-à-dire de la **communauté de destin** qu'englobe l'unité politique. L'acte politique n'est pas celui du gestionnaire ou de l'administrateur, encore moins celui du marchand et du comptable, mais celui qui mobilise une population en lui "désignant un ennemi". Désigner l'ennemi, cela peut vouloir dire aussi répondre à un aléa du sort, à un **défi.** On le sait depuis les travaux **d'EIBL-EIBESFELDT** et de **LORENZ:** les organismes vivants du devenir organique, comme les cultures humaines, ne progressent pas parce qu'elles sont prédéterminées par une finalité rationnelle, mais parce que, de façon aveugle et improvisée, des concurrences et des défis aléatoires surgissent et poussent, si l'on entend survivre, à se métamorphoser en de nouvelles structures et à combattre. Une des fonctions centrales du politique apparaît de même nature: le politique prend en charge le destin d'une unité de population, c'est-à-dire qu'il fait prendre conscience des défis aléatoires et des menaces, les désigne comme ennemis, et utilise l'énergie ainsi créée à la réalisation d'un **dessein;** en dépit des apparences de finalité et de rationalité de ce dernier, il ne ressortit généralement pas d'un "projet", mais du désir "naturel" de perpétuer la vie du groupe, désir qui s'inscrit dans ce qu'on a pu appeler la "conscience d'espèce".

Construire un monde sans aléa, comme construire un modèle social dépourvu d'inimitié et d'adversité, c'est non seulement renoncer au politique mais risquer l'anémie et l'entropie historique. Face à ce risque toujours présent, le politique est là pour "réveiller les peuples", pour leur représenter une adversité, pour leur mettre en figure un ennemi, afin de les mouvoir, de les arracher à la tiédeur et à la mort de l'"être" et les insérer dans le devenir.

Lorsqu'un Etat, ou une forme souveraine quelconque, renonce au politique, il se trouve toujours des **partisans** pour reprendre cette fonction à leur charge. Le lieu du politique se déplace alors vers le militaire (terrorisme, etc.) ou le culturel (métapolitique).

Il faut donc distinguer la **substance** du politique, c'est-à-dire sa fonction, de l'**instance** qui prend en charge cette fonction, distinction que n'opère pas la politologie universitaire. Lorsque l'instance étatique ne correspond plus à la substance du politique, la première paradoxalement oppressive parce que sans légitimité, et la seconde se voit éclatée, partagée entre diverses institutions partisanes nécessairement illégitimes. Il convient donc que l'instance et la substance du politique coïncident dans une institution, qu'elle soit étatique ou d'une toute autre nature. Imaginer cette dernière n'est pas notre propos. Nous pensons simplement qu'il est nécessaire qu'il existe, en un "territoire" institutionnel quelconque, un **monopole du politique.** C'est l'indispensable condition pour qu'une collectivité puisse connaître un destin historique et, surtout dans le monde moderne, affronter victorieusement les aléas; mais aussi la condition pour que les hommes puissent vivre en sécurité et connaître des libertés qui soient autre chose que des concepts. En effet, l'activité politique étant par nature celle qui, mobilisant les énergies civiques autour d'une polarité ami-ennemi portant sur des questions de destin collectif, définit les **critères de vie et de mort**, du **meurtre et du sacrifice légitimes**, autant qu'elle ne soit pas dispersée entre plusieurs mains. En abolissant le duel, **RICHELIEU** nous a donné une leçon: une seule instance, l'Etat, avait désormais le droit de faire tuer et d'exiger l'autosacrifice. Ce monopole du **jus mortis** est préférable à sa négation. Prétendre en effet que nul n'a "le droit" d'exiger

que l'on meurre ou que l'on tue pour lui aboutit à dépolitiser l'Etat, mais certainement pas à abolir cette constante sociologique et éthologique des sociétés humaines qu'il existe toujours des causes pour lesquelles on mourra ou l'on tuera. Il est donc préférable de rassembler la définition de ces "causes", dont la nature est éminement politique (mais qui peuvent aussi être religieuse) sous le monopole de la légitimité d'une seule instance. Celle-ci doit-elle être l'Etat ? Nous ne répondrons pas à cette question. Le dépérissement de l'Etat n'est pas une utopie, si l'on entend par là la cessation de ses activités politiques; ce qui nous semble une utopie, c'est le dépérissement du politique. Le dépérissement de l'Etat peut même être qualifié de **souhaitable**, dans la mesure où sa fonction essentielle, le monopole de la substance politique, peut être dévolue à un autre type d'institution à imaginer dans notre histoire future.

Ces conditions générales posées, on peut, plus pratiquement, définir l'activité politique comme celle qui se propose d'assurer par la **force**, généralement appuyée par le droit, la "sécurité extérieure" et la "concorde intérieure" d'une unité territoriale et culturelle. Par là, l'activité politique garantit l'ordre, au milieu des luttes et des désordres qui naissent de la diversité et de la divergence des opinions et des intérêts. Cette conception du politique apparaît en accord avec ce que les sciences physiques modernes nous disent du "conflit" comme réalité fondamentale de toute nature. Cette dernière est dominée par la lutte entre l'entropie, le retour du chaos inorganique et la déperdition d'énergie dans l'homogène, et la néguentropie, création d'ordre et de complexification par l'échelle du vivant. Le politique, dans cette perspective, est **néguentropique:** il crée de l'ordre, de la conscience, de la valeur par la voie du "conflit", par la désignation permanente d'une adversité à surmonter. Toute la tradition philosophique païenne (pré-chrétienne, grecque, romaine, celtique, slave ou germanique) a exprimé une vision semblable, reprise ensuite, dans les sciences politiques, par **MACHIAVEL** et **HOBBES**. Nous verrons que cette conception s'oppose, dans la tradition occidentale, aux théories héritées d'une vision irénique, paradisiaque et pacifiste de l'activité politique, directement inspirée du biblisme et des traditions monothéistes.

Définir le politique sous la catégorie de la polarité ami-ennemi, refuser l'irénisme gestionnaire et l'idéalisme pseudo-humanitaire, n'aboutit absolument pas au mépris de la dignité humaine ou au racisme. C'est même exactement l'inverse. Reconnaître la dimension polémique des rapports humains -et l'homme comme un être dynamique et risqué- c'est garantir le respect de tout adversaire conçu comme l'Autre, dont la cause n'est pas moins légitime que la sienne propre.

Les idéologies actuelles, qui prétendent détenir une vérité universelle sous la forme du dangereux postulat de pacification nécessaire de tous les rapports humains et de réduction de toute concurrence à sa forme marchande, envisagent de ce fait tout ennemi politique, idéologique, philosophique ou militaire comme **absolu**, comme une non-valeur absolue, comme non-homme. Si je me bats au nom de "l'Humanité", je considère automatiquement mes adversaires comme des "non-humains", puisqu'ils sont implicitement supposés affronter l'Humanité dont mon idéologie s'érige en représentante. Pour nous, au contraire, l'adversaire doit de nouveau être déclaré légitime; et légitime sa cause, tout autant que la mienne; légitime aussi le combat qui nous oppose. Et il ne doit pas s'agir simplement de l'adversaire "économique", comme dans la mentalité actuelle ...

Ne pas valider cette adversité revient, dans la lignée du "pacifisme belliqueux, intolérant et prosélyte des chrétiens", à risquer le génocide à chaque affrontement, à transformer celui-ci en bataille pour des absolus. L'ennemi est pensé comme le "dernier" avant la paix finale: ennemi de classe, ennemi de race, ennemi de Yahvé.

Dans la conception machiavellienne de la guerre et du politique, à laquelle nous nous rattachons pour son caractère à la fois païen et antique et très nécessaire au monde moderne mis en péril par les doctrines absolues, on ne combat pas militairement ou politiquement pour une "cause juste" -aucune cause n'est "juste"- mais pour ses intérêts, selon l'ordre permanent des rapports humains. Le combat s'en trouve alors **relativisé**, dans le même temps qu'il est légitimé. Il cesse d'être sérieux; il devient **jeu**, certes indispensable, mais au moins susceptible d'être normé par un code. Ce sont les meilleurs lutteurs qui sont les moins cruels, dit le proverbe.

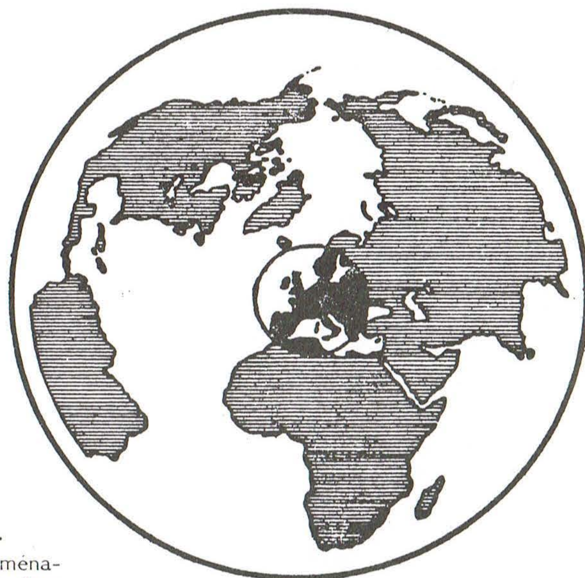
Guillaume FAYE.

UNE DOCTRINE DE MONROE POUR L'EUROPE !

Si l'Europe à un droit à l'identité, il convient de définir cette identité à la lumière du concret, en rappelant les lourdes concrétudes de l'histoire et sans ressasser ces pseudo-arguments complètement stériles qu'avancent tous les fétichistes adorateurs d'idéaux désincarnés. Parce que l'Europe n'est pas d'abord une idée, belle et abstraite; elle n'est, en première instance, ni ce moteur de l'universalisme chrétien ni le premier théâtre où ont été déclamées l'idéologie des droits de l'homme et l'idéocratie marxiste en gestation.



Carl Schmitt, aujourd'hui âgé de 97 ans, avait rédigé un ouvrage, ***Der Nomos der Erde****, où il analysait le déclin européen au profit des Etats-Unis.*



L'Europe, c'est d'abord une **terre**, un espace, morcellé en Etats nationaux depuis le XVIIème siècle, balkanisée avant la lettre en son centre géographique depuis ce pré-Yalta que furent les traités de Westphalie conclus en 1648. Ce morcellement provoqua, dans un premier temps, l'expansion coloniale, l'épopée du débordement de l'Europe sur tous les continents voisins, puis, quand tous les points de la planète eurent été prospectés, ce fut le reflux, le reflux que nous vivons, ce sur-place, ce piétinement qu'un Julien **FREUND** nomme **décadence**. L'ordre politique, l'ordre juridique, en tout temps et en tout lieu, repose sur le **"nomos"** d'une terre, sur la loi, le système juridique qu'un groupe politique confère à un sol, à un territoire. **"Nomos"** dérive étymologiquement d'une racine grecque où réside aussi la sémantique de "prendre", d'"aménager". Toute loi est de ce fait ancrée dans un sol, un sol que l'on prend ou que l'on aménage. Il n'y a pas de loi sans territoire, sans "bosquet sacré", contrairement à ce que pensent les apôtres de l'arrachement à la terre, **LEVY** dit **BHL** et **SCARPETTA.**

En 1494, le Pape partage la Terre entre Espagnols et Portugais. Une ligne de démarcation traverse l'Atlantique du Nord au Sud. Les terres qui s'étendaient à l'Ouest relevaient de la Couronne d'Espagne, celles de l'Est du Roi du Portugal. Chacun des souverains était chargé de "missionner" ces espaces pour le grand bien de la chrétienté. Anglais, Hollandais, Scandinaves, Français et Allemands sont exclus du partage. En conséquence, ils règleront et ordonneront leurs terres et leurs conquêtes sans l'avis de l'évêque de Rome. Dorénavant, ce seront les rois nationaux qui s'accorderont des espaces à prospecter et à coloniser. Telle est la dynamique de l'histoire européenne jusqu'en 1823.

Le bouleversement du XIXème siècle, c'est la proclamation de la "Doctrine de Monroe". Cette doctrine réaffirme approximativement le partage en deux de l'espace marin atlantique, opéré par le Pape en 1494, mais non plus au profit de l'Europe ou de nations européennes, perçues selon la vision médiévale du monde, comme le centre de la Terre, mais au profit des Etats-Unis, prêts, à l'époque, à prendre le relais de l'Espagne chassée

des Amériques par ses colons révoltés.

C'est ce basculement qui est le déclin, l'amorce du déclin, la décadence. Rien d'autre. Et non, comme le répètent inlassablement les cagots de tous poils, la libéralisation des moeurs, la montée des idéologies matérialistes ou l'effondrement de la religion. Un déclin est toujours une mutation dans les rapports de force, qu'ils soient géopolitiques ou démographiques. Restons donc, dans notre façon de nous positionner politiquement, dans la concrétude de la grande politique.

Avec la doctrine de Monroe, l'Europe n'est plus maîtresse du destin de la Terre. Une lutte gigantesque se déclenche entre un "Nouvel Occident" américain et l'Europe. Carl. **SCHMITT,** grand connaisseur de la mythologie biblique, synthétisera cette **lutte planétaire,** cette lutte entre la Mer et le Continent, dans une opposition parabolique, celle où s'affrontent **Béhémoth** et **Léviathan; Béhémoth** est une figure taurine ou éléphantine symbolisant la Terre **(Das Land)** et **Léviathan,** une baleine ou un cachalot symbolisant la puissance thalassocratique **(Das Meer).**

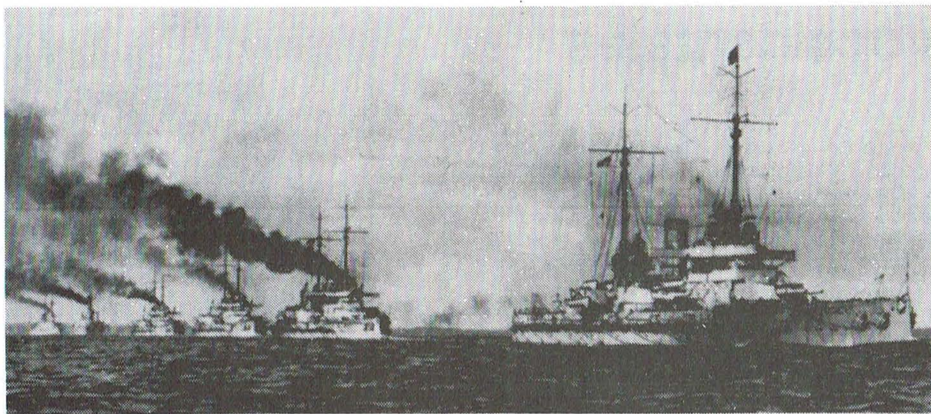
Cet affrontement, commencé dès 1823, presque personne, au départ, n'en a été conscient et les vieux antagonismes nationaux vont l'éclipser. De 1870 à 1945, Français et Allemands, Allemands et Russes s'entretueront et, finalement, seul Washington tirera profit des carnages.

Dès la moitié du XIXème siècle pourtant, quelques Européens clairvoyants percevront le danger de ce dualisme planétaire, sourdement émergeant. **Napoléon III** tente son aventure mexicaine pour que l'Europe reprenne pied sur le Nouveau Continent. Le diplomate autrichien en poste à Washington, Johann Georg **von HüLSEMANN** abonde dans le même sens. Constantin **FRANTZ,** l'économiste **LIST, Guillaume II** carressent des projets d'unification centre-européens ou grand-européens. Mais tout cela reste malheureusement lettre morte et nous subissons aujourd'hui les conséquences de cet aveuglement.

L'idée d'Etat-Nation est condamnée par la pratique. Le réel l'a réduite à néant. L'exiguïté territoriale des Etats-Nations ne permet plus de dominer les règles du jeu de la "grande politique", de la politique planétaire. Carl **SCHMITT,** lui, a prévu l'avenir: celui-ci sera fait de "grands espaces" qui obéiront au même principe cardinal que la doctrine de Monroe; et ce principe, c'était et cela reste d'interdire l'intervention de toute puissance extérieure à l'espace américain sur l'espace américain.

Notre tâche, notre objectif, notre volonté: créer une "doctrine de Monroe" européenne, une doctrine qui, en politique internationale, puisse regrouper les peuples par affinités culturelles en zones semi-autarciques autocentrées, gouvernées par une conception de l'économie politique non libérale, une conception de l'économie qui rejette le libre-échangisme et l'interdépendance économique mondialiste. Face à cette nouvelle conception globale des relations internationales, les Etats-Unis, avec leur vieux libre-échangisme, qui, finalement, n'arrange que leur économie et leurs finances, apparaîtront tout aussi "réactionnaires" que l'était la Sainte-Alliance des monarques absolutistes au XIXème siècle.

L'Europe, l'Amérique Latine, le Monde Arabe, l'Afrique Noire, les zones de coprospérité asiatiques auront l'avantage de couvrir des masses territoriales compactes, aussi compactes que l'Amérique du Nord et sans cette discontinuité territoriale que montrait hier le Commonwealth Britannique et que montre aujourd'hui le système économique et militaire occidental. La solidité de ces grands espaces auto-centrés garantirait davantage, grâce précisément à cette multipolarité qu'ils impliquent, la sécurité et le bien-être des peuples, parce que les richesses matérielles se verraient concentrées sur un territoire clairement circonscrit, que les investissements se feraient sur place et ne seraient plus dispersés dans l'incohérence aux quatre points cardinaux du globe.



Ci-dessus, la flotte allemande de Guillaume II. L'existence de cette flotte était intolérable pour l'Angleterre, alors maîtresse des océans. De cet antagonisme, découle la dialectique terre/mer. Cette dialectique que Carl Schmitt explique par la parabole de l'affrontement entre Léviathan et Behemoth, est la toile de fond du conflit Est/Ouest actuel.

Les interventions américaines en Europe ont brisé les projets d'unification économique de notre continent. Après 1945 et avec le Plan Marshall, Washington a d'abord souhaité un "marché commun" en Europe puis s'en est méfié: le poids des chiffres, en économie comme en démographie, penche nettement en faveur de la Communauté Européenne. L'Amérique cherche à ce que cette formidable puissance potentielle ne puisse s'étendre et se renforcer par des accords bilatéraux dans le Tiers-Monde et avec le COMECON. Exemple flagrant de cette politique de sabotage de l'économie et de l'industrie européennes: le gouvernement belge s'apprêtait à vendre une centrale nucléaire à la Lybie. Les Américains se sont interposés, non parce qu'ils se méfient de **KADHAFI** -ils ne s'en méfient que verbalement- mais parce que, grâce à cette centrale, les Lybiens auraient pu faire de leur désert un grenier à blé pour l'Europe et pour l'URSS, zones qui n'auraient plus eu besoin de céréales américaines. L'essor agricole de la Lybie ou d'autres zones sahariennes redonnerait, à l'Europe et à l'URSS, l'indépendance en matière alimentaire dont elles ont réellement besoin. Notre dépendance en ce domaine est une catastrophe. Un fait trop souvent "oublié"!

Pour Carl **SCHMITT,** le vieux "nomos" européocentré est contesté par le "Nouvel Occident". Et si la doctrine de Monroe postulait tantôt l'isolationnisme tantôt le messianisme interventionniste, depuis 1917 et 1942, les Etats-Unis ont définitivement choisi l'intervention comme mode de travail politique et diplomatique. Ils visent l'hégémonie absolue sur la planète, avec, s'il le faut, l'arsenal de la guerre des étoiles. Les affirmations actuelles de **REAGAN** confirment les intuitions de **SCHMITT.**

L'URSS n'est pas, même dans l'optique d'un ultra-conservateur catholique comme Carl **SCHMITT,** l'ennemi principal. Son idéologie révolutionnaire ne peut conduire, disait-il, qu'à une guerre civile universelle, incapable de générer un nouveau "nomos". Fritjof **MEYER,** correspondant du **Spiegel** à Moscou, nous a démontré très récemment que le marxisme avait conduit l'URSS au déclin économique et ne l'avait nullement renforcée. C'est là un livre que l'intelligentsia néo-libérale et américanolâtre d'Europe occidentale devrait méditer... L'URSS, c'est aujourd'hui la puissance des idéocrates, donc du fixisme stérélisant. Aussi, c'est aux peuples d'Union Soviétique de renverser la vapeur. Pas aux Etats-Unis à modifier la crispation idéocratique par un esprit de croisade. Phénomène russe, est-européen et centre-asiatique, le soviétisme doit être résolu par les Russes et pour les Russes, par les Polonais pour les Polonais, par les Tadjiks pour les Tadjiks, etc. Quand les Russes cesseront de se laisser gouverner par de vieux idéocrates, ils seront à nouveau eux-mêmes: le peuple théophore, le peuple porteur du sublime. Nous sommes aujourd'hui bien loin du compte.

L'URSS est désormais, elle aussi, devant le choix qui avait défié jadis **MAO ZEDONG:** ou bien le rêve du One-World mondialiste sous l'égide du marxisme-léninisme ou bien un monde pluriel, pentapolaire, heptapolaire ou, mieux, décapolaire. L'intérêt des Russes et des Européens, des Indiens et des Arabes, des Latino-Américains et des Chinois, réside, sans équivoque, dans la deuxième solution.

L'économie, par la crise, nous défie et nous accuse d'avoir fait fausse route. La géopolitique nous dicte ses vieux déterminismes que personne ne peut contourner. Il n'y a que nos volontés qui vacillent, qui ne suivent pas l'implacable diktat du réel et de l'histoire. Quand pourrons-nous proclamer, enfin, une Doctrine de Monroe pour le Vieux Monde, pour la matrice de nos indo-européanités ?

Robert STEUCKERS.
Février 1985.

Texte d'une conférence prononcée au Cercle Proudhon de Genève le 3 mars 1985.

 6

Sexualités occidentales

La sexualité est un **fait social total**, pour reprendre l'expression de Marcel **MAUSS** (1). On ne veut bien sûr pas faire, en disant cela, du **pansexualisme**. On entend simplement affirmer que, si "le **rapport à l'autre** est la question primordiale de toute société", alors la sociologie est "avant tout l'étude de la sexualité" (2). Même si l'on ne veut pas être aussi catégorique, il faut bien reconnaître que les codes sexuels qui circulent dans une société sont étroitement dépendants de l'idéologie globale qui innerve cette société. Ces relations "intimes" entre sexe et idéologie, c'est ce qu'a bien ciblé notre collaborateur Guillaume **FAYE** (3).

En ce sens, il faut apprécier la publication en poche du numéro de la revue **Communications** consacré aux **Sexualités occidentales**, codirigé par Philippe **ARIES** et André **BEJIN**. Son mérite principal est d'avoir convoqué les points de vue les plus divers (biologique, historique, sociologique...) et les talents les plus reconnus pour dresser un tableau **synoptique** des sexualités en Occident (en Europe, pour l'essentiel). L'approche pluridisciplinaire de l'intrication des codes idéologiques et sexuels qui en résulte est tout à fait passionnante.



Le jugement de Paris: gravure sur bois de Rudolf Warnecke.

FOUCAULT, dans un article extrait de son **Histoire de la sexualité**, analyse l'oeuvre de **CASSIEN** (env. 350-432 de notre ère). Le **combat de la chasteté** décrit par ce moine ne serait pas "l'intériorisation d'un catalogue d'interdits...mais l'ouverture d'un domaine qui est celui de la pensée... Ce qui est en jeu alors, c'est toute une technique pour analyser et diagnostiquer la pensée". Ce texte de **CASSIEN** préside en effet au "développement de technologies de soi fort complexes" qui obligerait à réviser l'idée que l'on se fait habituellement d'une éthique sexuelle chrétienne. Pour **FOUCAULT**, "il semble bien que l'étude d'un texte comme celui-ci confirme qu'il n'y a guère de sens à parler d'une **morale chrétienne de la sexualité**, encore moins d'une **morale judéo-chrétienne**".

Il me semble cependant nécessaire de faire une remarque: ces textes de **CASSIEN** s'adressent à des cénobites, c'est-à-dire à une élite de chrétiens qui s'est vouée au service divin en faisant don de leurs corps au dieu tout-puissant. Il me semble dès lors naturel qu'à cette élite, on demande plus que la simple application d'un code, que le scrupuleux respect d'un catalogue d'interdits. Or, l'ouverture à la pensée méditative grâce à la pratique de certaines formes d'ascèse n'est pas propre au christianisme. Il n'est dès lors pas étonnant que, comme le remarque **FOUCAULT** lui-même, "bien en deça du christianisme", on trouve "plusieurs de ces éléments en formation".

Mais cette technique élitaire de soi est une question très différente de celle de la **diffusion dans le corps social européen d'une morale chrétienne de la sexualité**.

Le tableau de l'homosexualité à Rome, tel qu'il est brossé par Paul **VEYNE** dans son article, offre de ce point de vue un bon point de comparaison. La sexualité dans l'Europe antique, grecque ou romaine, est **normée**. Cependant, cet ensemble normatif, "cette cartographie des plaisirs et des infâmies" renvoie à un ordre plus vaste, celui de la Cité ou de la Nature. Ainsi, par exemple, de l'homosexualité passive d'un citoyen romain ou grec avec un esclave, comdamnée parce qu'elle renverse la représentation des hiérarchies sociales. Ainsi de la zoophilie ou de la nécrophilie qui, elles, sont opposées à l'ordre naturel. Il ne s'agit donc pas tant d'interdits que de la recherche de l'harmonie nécessaire du Tout (la Cité) et de ses parties (les citoyens). Cette harmonie est le signe de ce que Louis **DUMONT** appelle une société **holiste**.

Ce respect de l'ordre social par le souci des normes, je l'appellerai **éthique**. L'éthique, dans ce sens, a pour rôle essentiel d'**ajointer la sphère privée à la sphère publique**. Un ensemble de codes et d'interdits purement privés, qui épuise l'individu dans sa sphère égotique, je l'appellerai **morale**. En ce sens, l'éthique est **signe** de holisme, et la morale, d'individualisme. De sorte qu'on peut penser avec Alain **de BENOIST**, que "dire que l'activité sexuelle doit être normée ne signifie pas que l'activité sexuelle doit être soumise à une morale quelconque" (4).

Je voudrais en conséquence dessiner rapidement les lignes de force des deux modèles normatifs de la sexualité, morale chrétienne individualiste d'une part, et éthique antique holiste d'autre part. Dans le modèle chrétien, il faut absolument distinguer, me semble-t-il, entre deux types de discours, et c'est ce que n'a pas fait **FOUCAULT**. Premièrement, un discours élitaire qui, s'adressant au petit nombre, ouvre à l'ascèse méditative. Et, deuxièmement, une **vulgate**, destinée au plus grand nombre, caractérisée par un anathème global jeté sur l'activité sexuelle et un grand nombre d'interdits de stricte obédience (passibles du péché mortel). Ce modèle innervera les sociétés européennes à partir du XVIème siècle, c'est-à-dire en grande partie à cause de la dialectique Réforme/Contre-Réforme qui préside à un réalignement général et à un durcissement des dogmes. On appréciera, à ce sujet, les articles de **ROSSIAUD** et de **FLANDRIN**, et on pourra se reporter également à l'excellent travail de Pierre **BERARD**, **Le sexe entre tradition et modernité, XVI°-XVIII° siècles** (5).

Le modèle holiste antique est, quant à lui, marqué par une grande liberté de principe restreinte de quelques condamnations d'ordre social. Cette liberté conserve même la possibilité de l'ascèse méditative. Le microcosme, qui n'est pas un "microcosme de la solitude" (**FOUCAULT**), doit s'ordonner aux macrocosmes (Cité et Cosmos) de manière harmonique.

Il nous reste alors à jeter un coup d'oeil sur l'état de notre modernité sexuelle. C'est ce à quoi nous invitent Michaël **POLLAK** et André **BEJIN** dans de remarquables contributions.

Le constat pourrait être le suivant: les codes sexuels contemporains exacerbent les tendances individualistes égalitaires dont les ferments étaient posés par le christianisme. Et de la même manière que l'idéologie des droits de l'homme a **sécularisé** la morale chrétienne, le déclin des normes sexuelles qui nous caractérise, procède, de façon paradoxale au premier abord, de la sécularisation de l'individualisme chrétien.

Car, ce qui exulte bel et bien, au creux de notre modernité, c'est l'individualisme.

La sociologie contemporaine a bien plus à être une **monadologie**, une science de la dispersion, qu'une science de l'être social en tant que tout. De la même manière que l'individualisme chrétien réformé, retourné par les Lumières donne naissance à l'économisme totalitaire, l'individualisme sexuel christianomorphe a accouché de l'hédonisme sexuel. On voit ici à quel point les codes sexuels et idéologiques s'entrecroisent.

En effet, la sexualité telle que nous la présente **POLLAK** et **BEJIN** fait l'objet d'un calcul purement hédonistique: maximiser la jouissance (l'individu comptabilise ses orgasmes) tout en minimisant les coûts (réduction du temps de travail de drague, qui est une perte sèche). Ainsi, par exemple, l'homosexuel contemporain, qui n'a rien à voir avec son modèle antique, n'a-t-il plus le temps de draguer: ce qu'il revendique, c'est la jouissance immédiate, la **consommation** sexuelle facile et rationalisée, **optimisée**. Le corps social n'est plus à ses yeux qu'un grand marché, qu'un grand bazar du sexe où on aurait perdu jusqu'au goût de marchander! Sur ce marché, dont l'atomicité des offres et des demandes, dont la **fluidité** est le paradigme, les jeux de séduction se sont évanouis. Mais on le sait, le primat de l'évidence du besoin consumériste exclut le mystère et le jeu, c'est-à-dire la lenteur des processus de séduction. C'est sur le cadavre du **désir**, que s'enracine le besoin marchand du sexe.

Mais cet individualisme sexuel besogneux possède aussi son substrat théorique, son **néo-libéralisme du sexe**. Décrypter les tenants et aboutissants idéologiques de cette nouvelle mystique démocratico-sexologique, c'est la tâche à laquelle s'est attelé **BEJIN**.

Pour lui, l'acte sexuel canonique aujourd'hui, c'est la masturbation. Dans cette perspective, le coït de **"l'homo sexualis"** n'est plus une "communion, mais une série d'actes de communication entre deux quasi-monades, actes conduisant à deux plaisirs solitaires (si possible simultanés, pour mieux **s'annuler** l'un l'autre)". Cette **norme** qui résulte du discours sexologique, celui de **MASTERS** et **JOHNSON** notamment, est à l'évidence bâtie sur le postulat individualiste égalitaire, postulat qui trouve son assomption dans le narcissisme contemporain, c'est-à-dire qu'on retrouve, en décryptant les pratiques et les discours du sexe le principe fondateur de nos sociétés, de ce qu'avec Guillaume **FAYE** il faut appeler l'Occident, dont l'idéologie "assigne comme unique finalité à la civilisation la réalisation du **bonheur individuel passif** sous la forme du **bien-être économique et matérialiste**, par le moyen de la **rationalisation technique** de la vie civile et par l'**uniformisation égalitaire des conditions**" (6).

Selon ce modèle appliqué au sexe, le ou les partenaires d'une relation sexuelle n'accomplissent plus qu'un rôle purement fonctionnel: assurer l'orgasme de l'**alter ego**. En outre, ils sont pratiquement substituables: homme, femme, objet, etc..., qu'importe si la monade hébétée atteint au **nirvana** orgasmique. D'où, comme le dit **BEJIN**, ce partenaire n'est plus qu'un "catalyseur d'un avatar de la masturbation". Quant à l'idéal de nos démocrates du sexe: "un quasi-solipsisme libidinal de comptables onanistes".

Il n'est pas anodin de pouvoir parler de néo-libéraux du sexe, néo-libéraux dont le discours est strictement **superposable** à celui des néo-libéraux politiques. Cela nous prouve à quel point le système marchand innerve le tissu social en décomposition d'une Europe asservie à ses petits plaisirs solitaires...

Jan OLLIVIER.

Sexualités Occidentales, Communications 35, Points/Seuil, 245 p., 29 FF.

NOTES

(1) ***Essai sur le don****, in* ***Sociologie et anthropologie****, PUF.*
(2) ***La prostitution comme "forme" de socialité****, in* ***Cahiers Internationaux de Sociologie****, vol.LXXVI, 1984.*
(3) ***Sexe et Idéologie****, Le Labyrinthe, 1983.*
(4) in ***Etudes et Recherches*** *n°3, GRECE, 1984.*
(5) in ***Cahiers Internationaux de Sociologie****, op.cit.*
(6) ***Nouveau Discours à la nation européenne****, Albatros, 1985.*



DES DIVERSES INTERPRETATIONS DU NATIONALISME

Le nationalisme, dans l'acception politique et philosophique du terme, indépendamment de toute polémique journalistique, est pluriel. Il peut être pur discours destiné à masquer une praxis conservatrice ou restauratrice, il peut être le "mythe d'intégration" (créant simultanément un "marché" homogène pour une bourgeoisie locale) ou revendication sociale d'une population aliénée sur les plans économique et/ou politique; dans cette volonté de retrouver une "identité", il est souvent "nationalisme de libération". Bref, il n'est guère facile de donner une interprétation claire de ce phénomène complexe, différent en chaque "espace" où il se manifeste. Sous la direction du Professeur Dr. Heinrich August **WINKLER** (°1938), qui enseigne actuellement à Fribourg-en-Brisgau, des historiens venus de trois continents se sont interrogés sur les multiples manifestations du nationalisme de par le monde. Leur tâche première est, bien sûr, de répondre à toute une série de question dont: quels sont les groupes sociaux qui ont été particulièrement attiré par le nationalisme ? Comment explique-t-on que les nationalismes, en Europe, au départ idéologies libertaires, se soient mués en systèmes autoritaires ? Le Tiers-Monde suivra-t-il une évolution (involution?) semblable ? Etc.

Dans l'introduction, dense et synthétique, **WINKLER** commence par nous rappeller les études de l'historien américain Carlton J.H. **HAYES** qui distinguait plusieurs types de nationalisme: humanitaire (**ROUSSEAU, HERDER**), jacobin, traditionnel (le nationalisme des contre-révolutionnaires français, p.ex.), libéral (1848) et intégral (c'est-à-dire le nationalisme contre-révolutionnaire, modernisé par l'apport positiviste chez un **MAURRAS**). Ensuite, **WINKLER** nous démontre la pertinence de la classification binaire de **MEINECKE** et **KOHN**, où domine la polarité Nation-Etat (**Staatsnation**) / Nation-Culture (**Kulturnation**). La Nation-Etat est "occidentale", française, subjective (le plébiscite quotidien de **RENAN**) et politique, et la Nation-Culture est "orientale" (c'est-à-dire slave et germanique), objective et culturelle. Cette dichotomie est pareille à celle posée par le nationalisme populaire allemand et flamand, à ceci près que, dans la foulée de l'intégration de l'Allemagne à l'Occident latin et anglo-saxon voulue par **ADENAUER**, **KOHN** juge le concept de Nation-Etat "democratique, libéral, rationnel et orienté vers le futur (prospectif et capable d'évoluer)", tandis qu'il démonise le concept de Nation-Culture, le posant comme passéiste, irrationnel, anti-individualiste, potentiellement "raciste" (?) voire, dans les cas extrêmes, "fasciste" (re-?).

Malheureusement, cette dichotomie, sur laquelle se basent toutes les condamnations actuelles des nationalismes européens, est en contradiction profonde avec l'humanisme de **HERDER**, créateur au XVIIIème siècle du concept de Nation-Culture. Pour **HERDER**, le nationalisme est pure affaire d'**intériorité**, de préservation identitaire et ne saurait donner naissance aux débordements impérialistes.

Theodor **SCHIEDER**, dans sa contribution personnelle à l'ouvrage dirigé par **WINKLER**, intitulée **Typologie und Erscheinungsformen des Nationalstaates in Europa** (= Typologie et manifestations dans les formes de l'Etat national en Europe), évoque trois étapes dans l'évolution des mouvements nationaux en Europe. Ces trois étapes se sont déroulées chacune dans des zones géographiques différentes: l'Ouest, le Centre puis l'Est du continent. Et une typologie particulière découle chaque fois de ces distinctions d'ordre géographique. A l'Ouest, le nationalisme a été de prime abord une question d'organisation territoriale interne. En Grande-Bretagne, le terme nationalisme est attribué aux ethnies qui se révoltent contre cette organisation territoriale: Gallois, Ecossais, Irlandais. Aux Etats-Unis, on parle de "black nationalism" pour désigner la contestation, par les populations de souche africaine, du système yankee. Dans l'Est européen, le nationalisme procède d'un réveil culturel et politique et se tourne d'emblée contre l'étranger, agent de l'aliénation. C'est le cas des nationalismes allemand et flamand qui naissent d'une opposition à la France ou à la gallomanie des couches dirigeantes. C'est le cas en Pologne où la nation naît d'un refus de l'Allemagne et de la Russie. En Tchéco-



Troupes du mouvement de libération du Tigré dans la Corne de l'Afrique. Les conflits actuels se greffent presque tous sur des antagonismes de nature ethnique ou tribale. Les impérialismes utilisent ces conflits au profit de leur stratégie globale. Au Nicaragua, par exemple, les Américains se servent de l'ethnie des "Misquitos" pour lutter contre le gouvernement central sandiniste.

slovaquie, le romantisme tchèque procède d'une révolte contre les Habsbourgs dont la langue est l'Allemand.

Miroslav **HROCH**, lui, analyse les structures des mouvements nationaux propres aux petits peuples d'Europe (Norvégiens, Finnois, Flamands, Baltes, Tchèques). Cet historien tchécoslovaque repère trois phases dans l'évolution de ces petits nationalismes: 1) celle du "réveil national" où des groupes d'intellectuels redécouvrent la langue, les coutumes ancestrales et l'histoire de leur peuple généralement soumis à un Etat étranger ou "aliéné" par une "culture étrangère" portée par une minorité détachée du gros de la population. Au cours de cette première phase, le nationalisme est "isolé" au sein de la société. 2) La seconde phase est marquée par la rupture progressive de cet isolement et par la prise de conscience nationale de couches plus larges de la population; les étudiants et les enseignants jouent un rôle très actif dans la diffusion et la vulgarisation des thèmes abordés par les "intellectuels pionniers" au cours de la première phase. 3) Le troisième stade, c'est la pénétration des concepts, des idées et du "récit national", du "mythe" dans les masses. C'est à ce moment que le nationalisme devient un "mouvement populaire/populiste".

Cette thèse de **HROCH**, pertinente pour le mouvement flamand ou l'émergence des nationalismes tchèque ou finnois, omet, pense **WINKLER**, de préciser si cette évolution en trois stades est portée par des éléments "modernisateurs" ou "traditionalistes" (c'est-à-dire ruralistes, "paysans" ou agrariens). Dans l'ouvrage, la contribution de **HROCH** porte comme titre: **Das Erwachen kleiner Nationen als Problem der komparativen Forschung** (= Le réveil des petites nations comme problème de la recherche comparée).

Le célèbre historien britannique E.H. **CARR** a proposé en 1945 une thèse où le nationalisme connait trois étapes. Avant 1789, se construisent les cadres territoriaux des futures nations. De 1789 à 1870, les nations se "démocratisent" -c'est pourquoi il est légitime de parler, comme **HAYES**, d'une "phase libérale" du nationalisme où les peuples revendiquent et se donnent des constitutions- et qui entraîne une participation des classes moyennes à la chose politique. Enfin, de 1870 à 1939, les nations se "socialisent". Dans l'Allemagne bismarckienne, la politique douanière, achevée et légalisée en 1879, protège le "travail national" et la classe ouvrière, les masses laborieuses trouvent intérêt à la préservation, à la défense et à la survie du cadre national. Les ouvriers acquièrent une patrie. C'est le passage de la "démocratie libérale" à la "démocratie de masse". Nous n'assistons qu'aujourd'hui, dans le sillage du néo-libéralisme, au reflux de la démocratie de masse, du moins dans le discours. Personnellement, je ne crois pas que ce reflux est définitif. Pour les libéraux individualistes, le mouvement ouvrier est considéré comme "contre-révolutionnaire" parce qu'il enraye la progression de l'atomisation absolue de la société. Gunnar **MYRDAL** dira: "L'Etat-Providence est nationaliste parce qu'il est protectionniste". Les récents travaux du **Club de l'Horloge** de Paris, les thèses de **HAYEK** abondent dans ce sens et condamnent toute approche du politique qui ne soit celle du libéralisme stricto sensu. Les thèses de **CARR** s'avèrent ici très précieuses pour montrer que le libéralisme n'a pas le monopole de la démocratie et que la démocratie socialiste s'inscrit dans un cadre national et vise la redistribution des recettes fiscales au sein de la population par un système de sécurité sociale et par l'encouragement des investissements locaux. En Belgique, dans le sillage des thèses de **KEYNES** et de **SOMBART**, les socialistes flamands **DE MAN** et **DELVO** ont perçu, avant-guerre, les liens qui unissaient socialisme et nationalisme. L'ouvrage didactique de **DELVO** s'intitulait significativement **Democratisch Socialisme**.

Toutes les thèses étudiées par **WINKLER** prouvent indubitablement une chose: le nationalisme est partout, même là où notre conscience historique actuelle (fort mutilée) ne le soupçonne pas, même là où il ne s'affiche pas comme tel: dans le socialisme allemand d'un **LASSALLE**, dans les discours dits "gauchistes" où l'on demande des sanctions contre la fuite des capitaux et où l'on exige que les investissements de capitaux se fassent sur un espace restreint de façon à protéger le travail national ou régional.

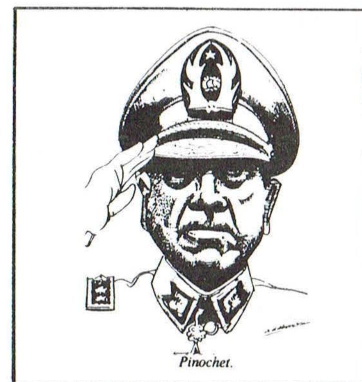
1945 a sonné le glas des nationalismes européens ou du moins de leurs récits, gommés désormais de la mémoire des masses. Celles-ci seront sollicitées à prendre parti pour des valeurs supra-nationales, pour des mirages universalistes dont la présence sera renforcée par la dichotomie Est/Ouest. La victoire de la Révolution Chinoise en 1949 inaugure l'ère où socialisme (communisme) et patriotisme iront de paire dans le monde non-européen, trop vite résumé dans l'appellation "Tiers-Monde". Si l'Europe connait une crise mortelle de ses nationalismes, le monde non-européen adhère aux nationalismes de libération, aux nationalismes qui secouent les jougs coloniaux.

Mais, pour démontrer la nature proprement "libératrice" des nationalismes, il convient, avec Hans-Jürgen **PUHLE** (Cf. sa brillante étude **Nationalismus in Lateinamerika**), de se référer aux nationalismes sud-américains et aux fonctions qu'ils ont rempli dans l'histoire de ces pays. Au Brésil et au Mexique, le nationalisme est une idéologie d'intégration; il vise à homogénéiser une population excessivement hétérogène. Au Chili et en Bolivie, avant les dictatures militaires, le nationalisme était de nature offensive et visait à libérer le travail national de l'emprise des pays industriels étrangers à l'espace latino-américain; ici, bien sûr, il s'agit de lutter contre le capitalisme nord-américain et ces nationalismes peuvent servir aujourd'hui d'exemples à l'Europe livrée aux capitaux vagabonds des multinationales. Au Pérou, le nationalisme renoue avec l'identité indienne (Cf. l'oeuvre de **MARIATEGUI**). En Argentine, où la population est très homogène et de souche européenne, le nationalisme constitue un avatar du populisme urbain.

Le dénominateur commun de tous ces nationalismes latino-américains, c'est l'**anti-impérialisme**. Née d'une révolte contre l'Espagne, les Etats latino-américains sont tombés sous la dépendance des Etats-Unis. De là, l'émergence d'une nouvelle lutte de libération où les thèmes religieux ("théologie de la libération"), sociaux (une interprétation autochtone des théories marxistes, le justicialisme péroniste, etc.) et nationaux (recours au passé et au sang indiens) connaissent un formidable impact.

En conclusion, **WINKLER** écrit que le nationalisme est l'idéologie la plus mobilisatrice dans le monde actuel, qu'elle est l'élément de politisation des populations le plus efficace. A cela, nous ajouterons que la disparition des récits nationaux en Europe et surtout l'absence d'un récit national grand-européen, condamnant l'Europe au silence politique, à être une zone sans "cité".

Que choisir dans le lot des divers nationalismes ? Pour ma part, j'adhère à la fois



Le général Pinochet, gendarme des Etats-Unis contre le nationalisme chilien.

1) au populisme analysé par **HROCH**, populisme qui rapproche la gestion politique du public, valorisant du même coup les vieilles aspirations démocratiques de nos peuples et 2) au corpus idéologique des nationalismes latino-américains qui raisonnent en termes de grands espaces et comprennent que l'intervention des puissances étrangères au grand espace où leur nation se situe n'a que des conséquences néfastes.

Parmi les autres contributions de ce volume collectif, citons, notamment, celles d'Albrecht **MARTINY (Nationalismus und Nationalitätenfrage in sowjetischer Sicht)**, de Dietrich **GEYER (Funktionen des russischen Nationalismus 1860-1885)**, de Masao **MARUYAMA (Nationalismus in Japan)**.

Serge HERREMANS.

Heinrich August **WINKLER** (Hrsg.), **Nationalismus**, Verlagsgruppe Athenäum/Hain/Scriptor/Hanstein, Neue Wissenschaftliche Bibliothek/Geschichte (Bd.100), Königstein/Ts, 1978, 308 S.

ALAIN de BENOIST en TRADUCTION ALLEMANDE



Alain de Benoist, chef de file de la Nouvelle Droite française, connait un succès éditorial en RFA depuis quelques mois. Après la parution en deux volumes de son célèbre Vu de Droite, primé par l'Académie Française en 1978, voici un recueil d'articles de choc, Kulturrevolution von Rechts, édité par Sinus-Verlag.

*Dans cet ouvrage paraissent pour la première fois en Allemagne Fédérale, plusieurs textes issus de la revue "Eléments" ou prononcés à l'occasion de colloques du GRECE. L'ouvrage contient en outre deux annexes, l'une expliquant ce qu'est le GRECE dans ses grandes lignes et l'autre dressant un bilan des procès gagnés par l'association culturelle française contre des journalistes allemands qui l'avait diffâmée. Armin Mohler préface l'ensemble. (Alain **de BENOIST**, **Kulturrevolution von Rechts**, Sinus Verlag, Krefeld, 1985, 160 p., 18,80 DM.).*

LA QUESTION D'ORIENT

Le 2 août 1914, la Turquie entrait en guerre aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Cet acte historique est le fruit de la politique étrangère menée par l'Allemagne depuis 1871, politique qui visait surtout une "pénétration pacifique" allemande dans l'Empire Ottoman.

L'historien Gregor **SCHöLLGEN**, dans un ouvrage très fouillé, nous démontre que cette "politique turque" a contribué à rompre l'équilibre européen. Du moins à partir de 1897. Pour interpréter cette rupture d'équilibre, il faut garder à l'esprit que l'Allemagne impériale, proclamée telle à Versailles en 1871, était une entité politique nouvelle, héritière du Royaume de Prusse, lui-même puissance neuve au XVIIIème siècle. L'irruption de l'Allemagne comme puissance de premier plan en Europe implique fatalement une "politique mondiale", une politique d'expansion coloniale ou de zones d'influence extra-européennes. De cette politique mondiale **(Weltpolitik)**, nécessaire à l'époque, surtout pour un Etat très industrialisé, découlait tout naturellement la concurrence avec les puissances qui s'étaient déjà affirmées dans le monde (France, Angleterre, Russie). Nous découvrons là l'une des causes de la première guerre mondiale.

Pour cerner cette cause, mal connue du grand public d'aujourd'hui, il convient d'abord de passer en revue les étapes successives de son développement. **BISMARCK**, fondateur du Second Empire (Zweites Reich) et grand diplomate, s'était montré très réticent au départ: "La question d'Orient ne vaut pas qu'on lui sacrifie les os d'un seul mousquetaire poméranien". Mais l'alliance de l'Allemagne avec l'Autriche-Hongrie (l'option de 1879), l'envoi de conseillers militaires et civils en Turquie, l'achat de concessions sur les chemins de fer anatoliens devaient inmanquablement entraîner l'Allemagne à prendre position dans la question orientale. Au départ, elle avait la volonté de limiter aux seuls échanges économiques et commerciaux ses liens avec la Turquie.

La présence allemande en Turquie a d'abord été vue d'un très bon oeil à Londres, puisqu'ainsi l'Allemagne faisait pièce aux tentatives d'expansion russes en direction du Bosphore et aux succès économiques enregistrés par la France en Orient. Mais la concurrence allemande s'est avérée finalement trop dangereuse pour Londres, d'autant plus que l'Allemagne avait des visées sur l'Egypte, donc sur le Canal de Suez, position vitale sur la route des Indes.

Vers 1890, Londres change d'attitude. De leur point de vue, les Anglais souhaitaient une clarté "bismarckienne" dans leurs rapports avec l'Allemagne. Or, le Kaiser **Guillaume II** et bon nombre de politiciens allemands ne parvenaient pas à se mettre d'accord sur la ligne à suivre: alliance et collaboration avec l'Angleterre **ou** politique du bloc continental, politique anglophobe s'il en est. Les deux possibles étaient pour le moins antinomiques. Et, à Londres, la politique allemande allait acquérir la réputation d'être non fiable. La méfiance anglaise se mit à croître d'année en année. En 1897, l'Allemagne réclame une "place au soleil", c'est-à-dire un Empire colonial et des débouchés pour son industrie. Aussitôt, ce désir est traduit en mesures concrètes: construction d'une flotte, occupation de la forteresse de Kiao-Tchéou en Chine, intensification de la présence germanique en Turquie.

L'Angleterre n'a pu réagir immédiatement: elle avait les mains liées par la Guerre des Boers, Boers pour lesquels l'opinion publique allemande réservait toutes ses sympathies. Par ailleurs, l'Angleterre s'opposait à la France en Afrique Centrale (Fachoda) et la Russie menaçait les Indes en prenant pied solidement en Asie Centrale. Le "danger allemand" passait donc au second plan. Mieux: l'Allemagne devenait, bon gré mal gré, le seul partenaire possible en Europe. Pour l'Allemagne, c'était l'occasion de réaliser ses projets de "Weltpolitik" avec l'appui tacite d'Albion. Dans cette foulée, Allemands et Anglais envisagent le partage des colonies portugaises en Afrique et s'entendent pour laisser Samoa au Reich et définir leurs intérêts réciproques en Chine.

Mais le second voyage de **Guillaume II** en Turquie mit distinctement en exergue la volonté allemande de jouer un rôle politique, et non plus seulement économique, en Orient. **Guillaume II** y proclama la nécessité d'une solidarité islamique mondiale appuyée sur l'Empire Ottoman et l'Allemagne. Le Reich se posait en protecteur de tous les musulmans de la planète, y compris, bien sûr, de ceux qui vivaient dans les colonies françaises et anglaises et en Asie Centrale sous domination russe. En plus, l'Empereur, agissant au profit de l'industrie allemande, ouvrit la voie aux achats par la Deutsche Bank de concessions sur le chemin de fer de Bagdad qui aurait relié Istanbul au Golfe Persique. Un défi à l'hégémonie qu'exerçait, seule, l'Angleterre dans l'Océan Indien. Certes, les avis étaient partagés en Angleterre. **O'CONNOR, LASCELLES, LANSDOWNE** et **BALFOUR** n'étaient pas opposés à la pénétration économique allemande car elle éliminait définitivement la menace russe dans la région. Lord **CURZON**, vice-roi des Indes, estimait, pour sa part, qu'aucune autre puissance que l'Angleterre ne devait contrôler les ports du Golfe Persique. Ce sont l'avis de **CURZON** et le tollé soulevé par la presse londonienne qui gelèrent le rapprochement germano-anglais.

Comme la France restait elle aussi sourde aux appels du Kaiser, l'Allemagne n'avait plus qu'une solution: pratiquer sa politique turque seule et financer elle-même la ligne Istanbul-Bagdad-Golfe Persique. Cette voie solitaire, empruntée par le Reich, rapprocha la France de l'Angleterre, malgré l'antagonisme qui opposait ces deux puissances en Orient. La Russie commençait aussi à se méfier de l'influence grandissante du Reich en Turquie, évolution qui risquait de lui barrer définitivement la route de Constantinople. La Russie proposait toutefois un marché à l'Allemagne: elle accepterait le projet du chemin de fer de Bagdad si le Reich accordait des concessions dans les détroits et en Perse. Le monde politique allemand n'a pas prêté une oreille suffisamment attentive à ces propositions, si bien que les trois puissances -France, Grande-Bretagne et Russie- conclurent une sorte d'alliance tacite avec, pour résultat, l'encerclement de l'Allemagne.

Mais l'Angleterre ne se satisfaisait pas entièrement de cet état de chose. Elle projeta encore un partage des intérêts concernant la ligne de chemin de fer mais Français et Russes voulaient une internationalisation.

En 1908, éclata la Révolution Jeune-Turque qui déposa le Sultan **Abdoul Hamid** en avril 1909. Comme le Kaiser avait parié pour ce sultan et que les Jeunes-Turcs faisaient appel aux Anglais pour organiser leur nouvel Etat, toutes les chances allemandes semblaient avoir disparu. Toutefois, les officiers jeunes-turcs avaient été formés à la prussienne et gardaient toutes leurs sympathies pour l'Allemagne. Le danger pour la politique turque du Reich ne venait donc pas du nouveau régime d'Istanbul mais des résultats indirects de cette révolution: la Bulgarie proclame son indépendance, l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie-Herzégovine et, en novembre 1911, l'Italie s'empare officiellement de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque. Le Reich se trouve devant un dilemme particulièrement scabreux: que doit-il choisir? Protéger la Turquie et son nouveau régime contre les profiteurs de son déclin ou bien fermer les yeux sur les abus du seul allié sûr qui lui reste, l'Autriche-Hongrie, dont la politique balkanique irrite la Russie et la Turquie.

Cette annexion de la Bosnie-Herzégovine pèsera lourd dans le destin de l'Allemagne. La Turquie proteste contre cette mutilation supplémentaire de son territoire. La Serbie voit s'écrouler son rêve de créer un Etat grand-serbe et décrète la mobilisation générale. La Russie appuie les revendications du jeune et petit Etat slave contre l'Autriche-Hongrie. L'Angleterre cherche à empêcher la Russie d'obtenir un droit de passage dans les détroits pour sa flotte. En compensation, elle admet que la question serbe doit être réglée par une conférence internationale. L'Italie s'insurge contre la politique d'expansion balkanique de l'Autriche-Hongrie et signe un accord secret avec la Russie (1909). La France s'abstient de toute immixtion et l'Allemagne conserve sa fidélité, sa fatale "Nibelungentreue" à l'égard de l'Autriche-Hongrie, tout en empêchant son alliée de mener une guerre préventive contre la Serbie.

Cette poudrière balkanique surgit entre deux crises marocaines. En 1905, le Kaiser avait débarqué à Tanger et proclamé le Sultan local "libre souverain". Cette opération était destinée à mettre l'entente anglo-française à l'épreuve, voire à la briser. En 1906, à la Conférence d'Algéciras (Andalousie), la France obtient, avec l'appui de l'Angleterre, la prépondérence au Maroc, prélude au protectorat pur et simple. En 1911, l'Allemagne tentera une dernière fois d'obtenir une égalité d'influence au Maroc en envoyant une canonnière au large d'Agadir: l'Angleterre maintiendra ses positions et la France conservera ses atouts. Les deux affaires marocaines révèlent à l'Allemagne la solidité de l'axe Paris-Londres.

Pourtant, toutes les chances d'un rapprochement germano-britannique ne s'étaient pas envolées. Au cours de la crise balkanique de 1912/1913, où Grecs, Bulgares, Serbes et Monténégrins déclarent la guerre à la Turquie pour se partager les possessions ottomanes en Europe, Allemands et Britanniques chercheront à calmer les esprits en faisant pression sur leurs alliés respectifs, l'Autriche-Hongrie et la Russie. L'imbroglio n'en est pas démêlé pour autant. Les Bulgares se rapprochent des Austro-Hongrois contre les Serbes pour ravir à ces derniers une partie de la Macédoine. La Roumanie soutient la Serbie, ce qui déplait à l'Autriche-Hongrie. L'Italie veut l'Albanie, refuse tout accès de la Serbie à l'Adriatique et occupe la Dodécanèse grecque. La Russie maintient son appui aux revendications serbes. La coopération germano-britannique parvient à imposer une paix de Londres (mai 1913) puis une paix de Bucarest (août 1913). Néanmoins, la Serbie s'estime lésée et toutes les conditions sont réunies dans la région pour qu'éclate un nouveau conflit: ce sera la première guerre mondiale, avec, dans les Balkans, les clivages nés pendant la crise de 1912/1913.

L'Angleterre et l'Allemagne, écrit Gregor **SCHöLLGEN**, auraient pu harmoniser leurs intérêts communs. Les deux puissances souhaitaient que la Turquie conservât l'intégrité de sa partie asiatique et restât maîtresse des détroits. L'Angleterre tolère même que les Allemands organisent la marine de guerre ottomane. Au cours de l'année 1914, quatre traités seront signés entre les deux puissances pour définir, limiter et déterminer leurs intérêts communs dans l'exploitation des lignes de chemin de fer, des champs pétrolifères de Mésopotamie et des voies fluviales (Tigre et Euphrate). Le 15 juin 1914, toutes les questions semblaient en voie de résolution. Les Anglais avaient réussi à imposer un traité qui obligeaient les seuls Allemands à faire des concessions: la ligne de chemin de fer qu'ils s'engageront à construire n'ira pas jusqu'au Golfe Persique mais jusqu'à Basra et ce seront des compagnies anglaises qui gèreront la navigation fluviale sur le Tigre et l'Euphrate. Le rôle que l'Allemagne sera autorisée à jouer sera celui d'une puissance coopérante, d'un "junior partner" à la remorque d'une locomotive impériale anglaise.

A posteriori, comment expliquer la guerre anglo-allemande de 1914-1918, lorsqu'on sait que le dernier traité signé entre les deux puissances avant le déclenchement des hostilités date du 15 juin 1914?

En réalité, au-delà des accords concernant la "périphérie" orientale, **TIRPITZ** voulait poursuivre la politique maritime de l'Allemagne, à laquelle s'opposait l'Angleterre, et **GREY** ne voulait pas renoncer à l'Entente. Et si **GREY** tenait à cette double alliance française et russe, c'était précisément pour faire échec aux projets de **TIRPITZ**. Mais la fatalité a frappé l'Allemagne parce qu'elle a gardé toute sa fidélité à l'Autriche-Hongrie, ruinant par là même tout entente avec la Russie. **LICHNOWSKY**, Ministre des Affaires Etrangères du Reich à la fin du siècle dernier, avait déclaré: "L"Alliance avec l'Autriche est le malheur de l'Allemagne et il faudrait se tourner vers la Russie".

La volonté de poursuivre une "Weltpolitik" dépendait de facteurs objectifs (économiques, démographiques et géographiques) et non de facteurs subjectifs. L'étroitesse du territoire allemand et l'accroissement continu de sa population postulaient l'importation massive de matières premières et de produits alimentaires qui seraient payés en retour par des produits manufacturés et industriels. L'Empire Ottoman apparaissait donc comme un partenaire susceptible d'apporter au Reich et à ses colonies (toutes peu rentables) matières premières et débouchés. Il convenait de ce fait d'organiser le réseau turc des communications ferroviaires et fluviales. Les ligues pangermanistes allaient jusqu'à prévoir la colonisation de la Mésopotamie par des colons allemands !

La recherche de débouchés coloniaux ou semi-coloniaux n'a pas pris, en Allemagne, le même visage offensif que les impérialismes français ou anglais, non parce que ses intentions étaient différentes, mais parce qu'il venait trop tard, quand le monde avait déjà été partagé. L'ordre de ce monde ne tolérait plus aucun bouleversement. Son équilibre était déjà trop fragile.

L'ouvrage de **SCHöLLGEN** appelle quelques remarques. La nostalgie d'une alliance diplomatique universelle entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne a sans cesse préoccupé Adolf **HITLER** qui a modulé sa politique dans ce sens, au détriment d'autres possibles. La haine qu'**HITLER** éprouvait à l'encontre de l'Empire des Habsbourgs provenait-elle d'une volonté de réaliser ce projet jamais concrétisé des Allemands anglophiles: le partage de l'ensemble austro-hongrois entre Serbes, Russes et Allemands ? L'histoire de la seconde guerre mondiale doit, elle aussi, se comprendre à la lumière des implications en Europe de la question d'Orient qui a précédé 1914.

Michel FROISSARD.

Gregor **SCHöLLGEN, Imperialismus und Gleichgewicht. Deutschland, England und die orientalische Frage 1871-1914**, R.Oldenbourg Verlag, München, 1984, 501 S., DM 120.

EMPIRE COLONIAL et IMPERIALISME FRANÇAIS

Peut-on, quelques années après la fin du grand mouvement des nationalités qui embrasa les pays du "Tiers-Monde", établir un bilan sérieux et fiable de ce que fut la "colonisation" par l'Europe des territoires d'outre-mer, en particulier l'Afrique et l'Asie. C'est pour répondre à cette question délicate que J. **MARSEILLE** nous propose cette étude. Pour l'opinion publique française, à savoir 70% des Français, la colonisation fut un mouvement positif. Au carrefour de l'histoire économique, politique et sociale, nous découvrons là un aspect essentiel de l'histoire française de 1880 à 1960. Entre, d'une part, l'idéologie pseudo-impériale d'une république bourgeoise avide de débouchés économiques et d'un exutoire aux rancoeurs de la défaite de 1871 et, d'autre part, la réalité de cette politique coloniale, il y a un fossé bien béant qui nous apparait.

Sous-titré **"Histoire d'un divorce"**, le livre se base sur la thèse suivante: la colonisation française a été un frein à l'essor, au développement et à la modernisation du capitalisme français métropolitain. La question essentielle que nous pose **MARSEILLE** est la suivante: quelles fonctions ont joué les colonies dans la croissance et les transformations structurelles du capitalisme français ? En d'autres termes, la situation du capitalisme français contemporain, mal armé face à la concurrence internationale, n'est-elle pas le résultat de ces structures "impériales" héritées du XIXème siècle? On connait en effet les traits majeurs de ce capitalisme, marqué 1) par une **incapacité** à dégager un excédent commercial, en particulier dans le secteur des biens d'investisse-

ments, 2) une **spécialisation** excessive dans les biens de consommation, 3) une **surreprésentation** des flux d'échanges avec le "Tiers-Monde".

On retrouve d'ailleurs le même schéma dans le cas britannique, intégré dans le commonwealth. Pour tenter de prouver ce postulat, J. **MARSEILLE** s'inscrit dans un cycle d'analyse de longue durée. Le colonialisme est en effet issu d'une phase économique de grande dépression, doublée d'un plafonnement de la croissance. Cette situation pouvait alors favoriser un repli progressif, repli que l'Empire colonial français, alors en expansion, pouvait rendre réalisable. A ce sujet, il est intéressant de souligner qu'au départ de ses réflexions, l'auteur était convaincu que le colonialisme avait été source de profits immenses pour le capitalisme français. Et c'est pourvu de cet a priori solide, et de son fondement théorique qu'est l'ouvrage de **LENINE, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme,** que **MARSEILLE** entama ses recherches. Pourtant, au fil de ses études minutieuses (par exemple en épluchant les comptes de plus de 469 sociétés coloniales), il prit conscience du fait que, loin d'être une catastrophe pour le capitalisme français, la décolonisation fut au contraire un élément de sa modernisation.

Il est difficile de présenter tous les aspects de ce livre, où l'économie tient le rôle principal. La masse des références, la clarté des analyses, y compris celles qui sont chiffrées, nous permet de suivre avec facilité les chemins d'un raisonnement au départ peu évident à accepter. L'image du colonialisme, comme source exclusive de profit du capitalisme mondial, reste encore enracinée dans notre mental. Il reste que cette permanence est une chose positive sur le plan instrumental. En d'autres termes, nous continuons à considérer le colonialisme comme le résultat d'un mépris de certains peuples pour d'autres peuples. Par ailleurs, le colonialisme, aujourd'hui souvent mué en "néo-colonialisme", est une réalité de notre monde. Qu'il s'exerce à l'encontre des peuples du "Tiers-Monde" ou contre les peuples européens (les nations ethniques et culturelles soumises au pouvoir parisien en sont des exemples vivants), le colonialisme est un phénomène que nous devons combattre au nom des cultures et des identités populaires.

Ceci dit -et pour revenir au livre- s'il apparait au travers de cette étude que l'Empire colonial fut un handicap pour le capitalisme métropolitain français, ne serait-ce qu'en favorisant un processus d'enkystement de ce dernier, le colonialisme demeure pour le capitalisme transnational une arme privilégiée dans sa volonté de domination et d'expansion. Les groupes financiers qui aujourd'hui ont décidé de diriger leurs investissements vers le marché monétaire américain, décision qui favorise la hausse du dollar pour une part non négligeable, ont aussi décidé par là même de priver certains pays (Europe comprise) des liquidités indispensables au développement économique... Le colonialisme américain nous apparait ici comme une réalité incontournable. Et ce colonialisme profite d'abord à la patrie des financiers! Preuve que l'étude de J. **MARSEILLE** est historiquement juste, mais limitée. N'oublions pas que le colonialisme reste malgré tout le meilleur allié du capitalisme mondial. Nous lirons donc avec grand intérêt cette étude, sans toutefois oublier que le colonialisme économique va de paire avec la colonisation des cerveaux.

Ange SAMPIERU.

J. **MARSEILLE, Empire colonial et impérialisme français,** Albin Michel, Paris, 1985, 130 FF.

POLITIQUES et MINORITES au PROCHE-ORIENT

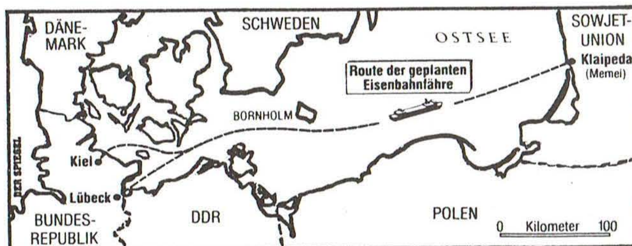
Pour les auteurs de **Politiques et minorités au Proche-Orient,** ouvrage très bien documenté, les minorités sont au fond les véritables moteurs de l'histoire. L'exemple d'une des régions stratégiques les plus exposées aux conflits locaux et planétaires, à savoir le Proche-Orient, sert de toile de fond et de terrain analytique pour nos auteurs. L'objectif poursuivi est non seulement important du point de vue d'une théorie des minorités dans l'histoire, mais aussi et surtout peut nous aider à mieux comprendre une période souvent analysée au travers du sensationnel et de l'événementiel pur. C'est là la philosophie médiatique véhiculée aujourd'hui par les organes d'information (?) occidentaux. Après cette lecture, on regardera avec une intelligence plus aigüe ces images et ces photos qui envahissent nos médias actuels.

Pour mieux comprendre ces problèmes, le lecteur découvrira dans ce livre une pluralité d'approches: historiques, anthropologiques, psycho-sociologiques, etc. L'histoire apparait ici non pas comme une science exacte et rationalisante, mais comme le confluent de multiples éléments aux racines diverses. Races, cultures, idéologies, philosophies et économies interréagissent entre elles dans un rapport toujours complémentaire. Macro- ou micro-historiques, tous ces éléments ont une place unique et essentielle à tenir dans cette dialectique souvent mystérieuse. Laurent et Annie **CHABRY** ont su dégager quelques-uns de ces éléments proprement alchimiques pour nous tracer un tableau souvent objectif (au sens commun du terme) de la situation. Nous devons pour cela accepter ce postulat de départ qui a été choisi et exposé dès le début du livre, à savoir que ce sont les minorités qui font la loi dans la théorie du conflit étudié. Une autre difficulté réelle et analytique à appréhender est, selon nos auteurs, la confusion permanente entre le politique et le religieux. L'Occident matérialiste et athée comprend avec difficulté cette confusion. La décomposition du marxisme, phénomène propre aux années 80, a été le point de départ non pas d'une nouvelle conception de l'histoire, mais plus pratiquement d'un refus de toute conception historique. La théorie historique, que l'on retrouve chez **MARX** comme chez **SPENGLER,** chez **TAINE** comme chez **TOYNBEE,** n'existe plus en tant que telle. L'histoire événémentielle enseignée dans les écoles, ou plutôt l'histoire séquentielle, est le produit parfait d'une société bourgeoise médiatique. L'image historique qui, à une autre époque, jouait le rôle de "fixateur" a dégénéré en refus absolu de toute histoire. Le rôle tenu par l'historien comme réserve de mémoire et analyste de tout devenir humain, ce rôle est tenu de nos jours par le présentateur de télévision, le journaliste de presse écrite ou audiovisuelle, "grossiste" et charcutier de ce même devenir. Résultat: une atrophie totale de notre mémoire individuelle et collective.

Divisé en neuf chapitres traitant d'un aspect particulier du Proche-Orient dans le cadre du vision historico-culturelle globale, ce livre est une approche très pratique et très traditionnelle d'une question historique. On retiendra en particulier la neuvième partie du livre où sont évoqués les interrogations historiques et idéologiques fondamentales sur "la logique de l'action politique minoritaire dans l'Etat moderne". Le point touchant à la nouvelle "dynamique culturelle" des minorités au sein des Etats souverains pourrait nous servir au fond de point de départ pour une analyse des phénomènes nationalistes en Europe. Nous réclamons un nouveau **SPENGLER** pour notre temps...

Patrick JEUBERT.

Laurent et Annie **CHABRY, Politiques et minorités au Proche-Orient,** Maisonneuve et Larose, Paris, 1984, 125 FF.



INQUALIFIABLE INGERENCE AMERICAINE EN MER BALTIQUE !

Le projet de relier les ports ouest-allemands de Kiel et de Lübeck au port lithuanien (soviétique) de Klaipeda (ex-Memel) par une ligne de ferry-boats est en bonne voie de réalisation. Le chancelier Kohl a donné son aval. Les militaires, ignobles collabos des Américains, s'opposent au projet, qui permettrait de relier directement nos industries au Transsibérien par voie de fer. Ce projet favorise l'unité eurasienne et la création d'un marché plus cohérent que l'intégration nord-atlantique qui ne nous apporte que chômage et désindustrialisation. Le Ministre-président du Schleswig-Holstein Barschel et l'économiste Westphal, tous deux pourtant membres de la CDU veulent la réalisation du projet qui évite le transit fastidieux par le continent. Espérons que la Baltique ne sera pas divisée comme la Méditerranée.

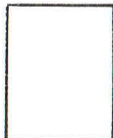


Barschel, ministre-président du Schleswig-Holstein.

Ont participé à la rédaction de ce numéro: Guillaume Faye, Michel Froissard, Vincent Goethals, Serge Herremans, Patrick Jeubert, Jan Ollivier, Ange Sampieru et Robert Steuckers.

VOULOIR

Supplément bibliographique **mensuel** à la revue **ORIENTATIONS.**
N°14 MARS 1985.
Prix: 50FB-7FF-2FS-2,50DM-1800Lire-1,25 $ Canadien.



abonnez-vous

L'abonnement à **VOULOIR** coûte 450 francs belges à verser au compte BBL n°310-0049870-01 de Robert Steuckers. Pour la France, les paiements s'effectuent soit par chèques bancaires à l'ordre de Robert Steuckers soit, de préférence, par **mandats postaux internationaux.** Pour les autres pays, la formule des mandats postaux s'avère également la meilleure. Les mandats postaux doivent être adressés à la fois à la revue et au nom de Robert Steuckers.

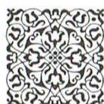
L'abonnement donne droit à 12 numéros de **VOULOIR.** Ce supplément à la revue **ORIENTATIONS** paraîtra dix fois par an.

Il est désormais possible de s'abonner à la revue **ORIENTATIONS.** Pour quatre numéros et 12 numéros de **VOULOIR,** le prix s'élève à 900 francs belges (ou 140 francs français). Ceux qui ont déjà versé leur abonnement à **VOULOIR** et souhaitent prendre un abonnement à **ORIENTATIONS** devront ajouter 500 francs belges (ou 80 FF).

Prix des abonnements de soutien à **VOULOIR** (donnant droit à deux numéros de chaque livraison): 600 fb (ou 85 FF, 30 DM, 20 FS). Donnant droit à trois numéros de chaque livraison: 700 fb (ou 100 FF, 35 DM, 28 FS).

Notre adresse:

ORIENTATIONS/
E.R.O.E.-E.K.S.O.,
BPB n°41,
B-1970 WEZEMBEEK-OPPEM.



Editeur responsable: Robert Steuckers, BPB n°41, B-1970 Wezembeek-Oppem.

SERVICE LIBRAIRIE

Nous offrons ce mois-ci à nos lecteurs quatre nouveaux ouvrages dont la qualité souligne la profondeur du courant de pensée qu'ils expriment.

---

1. Guillaume **FAYE, Nouveau Discours à la Nation Européenne,** Préface de Michel **JOBERT,** Paris, Albatros, 1985, 164 p., 450 FB + 25 FB (port).

Pour connaître les grands thèmes abordés dans cet ouvrage au tonus époustouflant, lisez-en l'excellente recension (pp. 1,2 et 3 de ce numéro) due à la plume de notre collaborateur lillois Jan **OLLIVIER.**

---

2. G.R.E.C.E., Actes du XVIII° colloque national du G.R.E.C.E., **La fin d'un monde, Crise ou déclin** (textes de Julien Freund, Christiane Pigacé, Pierre Vial, Alberto Buela, Alain de Benoist et Guillaume Faye), Paris, Le Labyrinthe, 1985, 78 p., 240 FB + 18 FB (port).

C'est devant 1600 personnes au Palais des Congrès de Versailles que, le 11 novembre 1984, Julien Freund, Christiane Pigacé, Pierre Vial, Alberto Buela, Alain de Benoist et Guillaume Faye ont abordé le thème -ô combien délicat- du déclin européen.
Pour Julien **FREUND,** le "pluralisme des valeurs" fait cohabiter sur un même espace des valeurs irréconciliables et condamnées à ne pas aller jusqu'au bout de leur logique. Ce sur-place engendre l'effilochement des sociétés, donc leur décadence. Redécouvrir le politique, le restaurer, c'est retrouver une méthode capable de transcender les indécisions, les hésitations issues du "pluralisme des valeurs" et de conduire le peuple sur une voie anagogique où il réalisera son destin.
Christiane **PIGACE** nous évoque les "ultimes métastases de l'Occident". Son texte nous retrace une **généalogie** du cancer "occidental". Nous nous retrouvons plongés dans l'univers des mythes grecs, dont la luminosité contraste avec la négation chrétienne (pré-occidentale!) de la vie et de ses rythmes rebelles aux étroitesses de la morale.
Pierre **VIAL** se demande où passe la révolution quand on s'aperçoit que les ex-soixante-huitards se reconvertissent dans le culte médiocre du bonheur à la californienne, dans le culte d'un individualisme narcissique et libéraloïde encore vaguement teinté de conscience sociale? Il n'y a dès lors plus de distinction entre la gauche contestatrice, refroidie par l'exercice du pouvoir, et la droite qui, mobilisant les poujadismes sans profondeur, compte revenir au pouvoir et "californiser" la société. Où sont donc passés les révolutionnaires de la trempe d'un Sorel, d'un Valois, d'un Lagardelle...
Alberto **BUELA,** professeur à Buenos Aires, nous démontre que l'Amérique hispanique est en lutte permanente contre l'Occident. Simon Bolivar le libertador voulait l'unité du continent sud-américain: aujourd'hui cet espace est balkanisé en républiques bananières. La conscience de cet état de subordination vis-à-vis des USA est plus forte en Amérique hispanique qu'en Europe. En cela, ce continent mal connu des Européens recèle des modèles à suivre.
Alain **de BENOIST** nous affirme que l'idéologie dominante n'a plus rien à nous dire. Pour sortir de ce marais de l'échec, il faut que ceux qui ne sont déçus de rien aujourd'hui parce qu'hier ils n'avaient pas cru dans les idéologies dominantes fassent appel à l'**imaginaire.** Enfin, Guillaume **FAYE** ne se contente pas d'enregistrer les manifestations du déclin mais annonce la métamorphose qui transcendera les clivages gauche-droite et scellera l'avénement des **Néo-Européens.**

---

3. Alain **de BENOIST, Démocratie: le problème,** Paris, Le Labyrinthe, 1985, 86 p., 310 FB + 18 FB (port).

Ecrit à la suite d'une série d'articles rédigés pour la revue **Eléments** (n°52-140 F[illegible]), cet essai brillant approfondit la thématique. Pour Alain **de BENOIST,** il faut procéder à une généalogie de l'idée de démocratie, c'est-à-dire repérer dans l'histoire, surtout dans l'histoire antique, comment les peuples se sont affirmés "démocratiques". De ce postulat méthodologique, l'auteur déduit que libéralisme et démocratie ne sont pas synonymes. Le libéralisme est par essence "individualiste" et la démocratie incarne la volonté d'une représentation **collective** du peuple. La démocratie est donc de nature "holiste": elle vise à incarner une communauté historique. La technocratie et le culte gestionnaire de la compétence s'opposent à la souveraineté populaire et confisquent à toute démocratie sa notion-clé: la **participation.** En effet, un régime démocratique réel ne se définit ni par le nombre ni par le suffrage ou l'élection mais bel et bien par la participation de **citoyens** à la chose publique. Les "démocraties" libérales modernes sont en fait des **polyarchies électives,** c'est-à-dire des dégénérescences de l'idéal démocratique qui débouchent sur une apathie généralisée des citoyens, contraire à toute praxis participative donc à toute démocratie au sens antique et au sens des vouloirs romantiques: incarnée, populaire, organique, holiste et historique.
Ce dossier clarifie le débat et s'attaque résolument aux travestissements libéraux de la démocratie, travestissements que l'Occident cherche à promouvoir sur tout le globe en guise de panacée.

---

4. Julius **EVOLA, Eléments pour une éducation raciale,** Puiseaux, Editions Pardès (Adresse: BP 47, F-45390 Puiseaux), 1984, 104 p., 570 FB + 18 FB (port).

Un sujet brûlant, un sujet qui, aujourd'hui, sent le soufre mais dont on connait finalement très peu de choses. Dans le cadre d'une Europe marquée par les théories raciales de l'Allemagne nationale-socialiste, Evola fait le tour de la question et s'attache à donner une signification "spirituelle", non "zoologique", au terme de "race". Il se réfère essentiellement à Ludwig Ferdinand **CLAUSS,** auteur de livres, également enthousiastes, sur la "race nordique" et la "race bédouine". Pour Evola, "race" a une signification religieuse, non biologique.

Les Editions Pardès nous signalent qu'elles sont en mesure de fournir tous les ouvrages d'Evola parus en français. Catalogue gratuit sur simple demande.